

JEAN JAURÈS ET L'ITALIE

Elisa Marcobelli

11/10/2019

L'intérêt de Jaurès pour l'Italie constitue l'un de ses multiples intérêts pour le monde qui l'entoure. De son côté, le monde socialiste italien, toujours attentif aux idées du socialiste français, montre une certaine tendance à appuyer la pensée de Jaurès sur l'une ou l'autre de ses prises de position. C'est ce que l'historienne Elisa Marcobelli rappelle dans cette note issue de la conférence qu'elle donne aux Rendez-vous de l'histoire de Blois en 2019 à l'invitation de la Fondation et de la Société d'études jaurésiennes.

En France, Jean Jaurès n'a pas besoin d'être présenté. Plusieurs mots surgissent à la simple évocation de son nom, retraçant son parcours : Castres, d'où est originaire sa famille, lieu de sa naissance et de son enfance, l'École normale supérieure à Paris, la philosophie, le lycée d'Albi, Toulouse, où il devient maître de conférences en 1882 puis conseiller municipal en 1890, les grèves de Carmaux, son socialisme, le Parlement, les discours enfiévrés, le combat contre la guerre, son assassinat en 1914.

Il n'en est pas de même en Italie. Hors de la sphère universitaire, son nom n'y est pas très connu. C'est presque un inconnu. Il n'est pas non plus présent dans la toponomastique italienne. À notre connaissance, il n'existe qu'une rue Jean-Jaurès. Elle se trouve à Milan, dans le quartier de la Martesana, non loin de la gare centrale.

Il en allait autrement lorsqu'il était vivant et dans les premières décennies après sa mort. Jaurès a été « un point de référence central pour la plupart des socialistes italiens favorables (comme Bissolati, Turati ou Bonomi) ou opposés (comme les syndicalistes révolutionnaires Enrico Leone et Arturo Labriola) à sa politique réformiste ». Sa mort a soulevé une vague d'émotion en Italie et son assassinat a été commémoré par la *Critica sociale* jusqu'en 1974.

Il existe quelques articles sur les liens entre l'Italie, les socialistes italiens et Jaurès. En revanche, il existe très peu d'analyses sur la relation du socialiste français avec ce pays. De fait, comme le souligne Gilles Candar, « l'Italie est [chez Jaurès] plus un prétexte à un développement de politique intérieure ou d'exemplarité socialiste qu'un sujet d'étude pour elle-même ». Les articles que l'homme politique français consacre de temps à autre au pays voisin en témoignent. En outre,

Jaurès n'a rédigé aucune étude systématique sur quelque aspect impliquant l'Italie.

Nous tenterons ici de caractériser la nature des échanges entre Jaurès et l'Italie ; d'évoquer les aspects concernant l'Italie et le socialisme italien sur lesquels Jaurès s'arrête le plus ; de décrire la manière dont il a été perçu dans la péninsule italienne et dont ses ouvrages y ont été accueillis. Nous ne nous attarderons pas sur l'influence de la pensée jaurésienne sur les socialismes italiens. Sur cette question, nous renvoyons à des recherches déjà existantes.

Le socialisme italien à l'époque de Jaurès

Les idées socialistes s'enracinent dans l'Italie des années 1880, ce qui, combiné à la première réforme électorale du royaume, favorise l'élection au Parlement, en 1882, du premier député socialiste, Andrea Costa. Avec les progrès du mouvement socialiste en Europe, la création de la II^e Internationale et la nette victoire du Parti social-démocrate allemand aux élections de 1890, les idées marxistes commencent à se diffuser de manière consistante en Italie. C'est dans ce contexte qu'apparaît la figure de Filippo Turati, un avocat issu d'une famille bourgeoise milanaise séduit par les idées socialistes. Il fonde en 1889 la Ligue socialiste milanaise (*Lega socialista milanese*), qui regroupe des représentants du socialisme milanais. En 1891, il prend la direction d'une revue d'orientation démocratique républicaine, *Cuore e critica*, la rebaptise *Critica sociale* et la transforme en un support spécifiquement socialiste. Turati veut qu'elle devienne la référence commune des socialistes de Romagne et du Milanais, les deux pôles principaux autour desquels s'organise le socialisme. Son dessein est en effet d'unifier les différents groupements de travailleurs italiens dans un parti socialiste national.

Le Parti socialiste italien (*Partito socialista italiano*, PSI) est fondé en 1892, dans la foulée du congrès de l'Internationale qui s'est tenu à Bruxelles l'année précédente et du programme d'Erfurt de la social-démocratie allemande. Commentant ce dernier, Filippo Turati se réjouit de ce que les sociaux-démocrates allemands abandonnent le doctrinarisme pour chercher à obtenir le plus d'avantages possible par le jeu politique et les institutions existantes. Selon Turati, il est nécessaire que les socialistes italiens s'inspirent de cet exemple et créent un parti qui puisse s'agrandir et se développer à l'intérieur de l'État bourgeois.

Le PSI est alors structuré en différents courants. S'y côtoient essentiellement révolutionnaires et réformistes. Les premiers, plus intransigeants, se révèlent incapables d'appliquer dans les faits leurs préceptes révolutionnaires ; quant aux seconds, ils ont les plus grandes difficultés à développer une politique réformatrice cohérente. Numériquement, les réformistes sont les plus nombreux et forment « l'épine dorsale du PSI », selon les mots de l'historien Zeffiro Ciuffoletti. Ils

sont organisés autour de Turati, d'Anna Kuliscioff (sa compagne et conseillère), de Leonida Bissolati, directeur de *l'Avanti!* depuis 1901, et de Claudio Treves.

La question de la participation du PSI au gouvernement occupe une place centrale au sein du parti à partir de sa fondation et jusqu'à la Grande Guerre. Au fil des années, les interrogations autour de la guerre, de la paix, des armées deviennent cruciales pour les socialistes italiens – Turati affirme que son parti doit être celui de la paix, et la lutte antimilitariste, un combat de classe. Et c'est autour de ces deux points qui s'articulent principalement les contacts entre le PSI et Jaurès.

Échanges et culture

Mais comment se créent concrètement les liens entre les représentants socialistes de deux pays aussi différents que l'Italie et la France ? Comment Jaurès rencontre-t-il ses camarades de l'autre côté des Alpes ?

Du point de vue matériel, les échanges de Jaurès avec l'Italie sont rares. Après les années parisiennes, en 1881, des raisons familiales l'amènent à choisir le lycée d'Albi pour un premier poste comme professeur. C'est à ce moment qu'il écrit à son ami Charles Salomon, qui vit à Rome, une lettre pleine de mélancolie : « Albi ressemble, dit-on, à une ville italienne. Mais il faut du soleil ; or depuis quelques jours nous sommes au régime du brouillard et de la pluie. Dis-moi qu'à Rome on patauge de temps à autre, et que, si Albi a cessé de ressembler à Rome, Rome se met à ressembler à Albi. » Il s' imagine la ville italienne, avec ses monuments, comme dans un rêve un peu confus, et sa curiosité le porte à demander à son ami ce qu'il connaît de la Ville Éternelle, s'il a visité le Vatican... Cette curiosité ne sera jamais comblée par un voyage de Jaurès en Italie : beaucoup plus en affinité avec l'Allemagne, il ne se rendra pas dans la péninsule italienne. Pour ce qui concerne la langue italienne, Jaurès ne l'écrit sans doute pas (les lettres qu'il envoie en Italie sont rédigées en français), mais il est vraisemblable qu'il la lise.

Il envoie très peu de lettres à Filippo Turati, le principal représentant du PSI, qui regrette ne pas avoir plus d'échanges avec le Français. On ne peut effectivement pas parler de véritable échange épistolaire entre les deux hommes politiques. La plupart du temps, ils s'écrivent pour se communiquer des informations. À un moment, Jaurès est également en contact avec Andrea Costa – trois de ses lettres se trouvent dans le fonds Costa de la bibliothèque municipale d'Imola – et Claudio Treves, mais là aussi le nombre d'échanges est dérisoire. Ainsi, dans une lettre qui pourrait se situer entre 1900 et 1909, Jaurès informe Turati et Costa de l'arrivée en Italie d'un camarade russe, Jean Loris-Melikoff, bien connu en France, qui doit faire une conférence sur la question arménienne.

Même les lettres un peu plus longues et articulées n'abordent pas de grands débats. Le 26 septembre 1897, Jaurès répond à une missive (disparue) de Turati qui portait vraisemblablement sur les relations entre représentants socialistes des différents pays. Jaurès écrit : « Je regrette bien comme vous que la correspondance internationale ne soit pas régulièrement organisée. Mais je crois que la préoccupation de ce que font nos camarades du dehors est constante chez nous. » À la suite de cette affirmation, il demande à Turati d'avoir « l'extrême obligeance de [le] faire abonner à *l'Avanti !* », le quotidien du PSI, dont le premier numéro sort en 1896 sous la direction de Leonida Bissolati. Cela nous incite à penser que Jaurès l'a reçu et lu régulièrement à partir de ce moment, et qu'il s'en est servi des années durant pour s'informer sur l'actualité du monde socialiste italien. Ce n'est d'ailleurs vraisemblablement pas le seul journal italien qu'il ait lu. Ainsi, lors des débats sur la loi de séparation de l'Église et de l'État, il cite à plusieurs reprises des articles du quotidien du Vatican *L'Osservatore romano*, ce qui indique qu'il avait également la possibilité de se le procurer. Selon toute probabilité, Jaurès avait aussi accès à d'autres revues ou journaux provenant d'Italie.

Le lieu où Jaurès rencontre le plus l'Italie, ce sont donc les pages des journaux et des revues, et le lieu jaurésien où l'Italie apparaît le plus souvent, ce sont ses articles, et parfois ses discours, même si ses interventions concernant la péninsule italienne sont toujours assez ponctuelles. Il considère la France, « par la culture de son esprit comme pour le développement de son action économique dans le monde », comme plus proche des mondes germanique et anglophone. Selon lui, elle « ne peut pas, ne doit pas rester étrangère aux choses d'Angleterre et d'Allemagne ». Il affirme néanmoins se rendre compte de plus en plus que la France « doit garder son fond latin, sa valeur propre » dans un moment historique où, après des années sombres, les pays latins sont en train de retrouver leur prestige. Parmi eux, « l'Italie, après avoir réalisé péniblement son unité, semblait en proie à des difficultés financières insolubles », mais elle est désormais « en plein essor économique ». Dans cet article finalement assez tardif (1911), Jaurès montre donc un intérêt plus précis qu'auparavant envers ce pays.

On retrouve le poète Dante à plusieurs reprises dans les références jaurésiennes à la culture italienne. À la fin du discours qu'il tient à Limoges en 1905, le chant XII de *l'Enfer* dantesque lui permet de formuler un message de confiance pour le devenir de l'humanité. Jaurès dévoile toute sa capacité rhétorique et artiste dans ce très beau passage :

Il y a dans *l'Enfer* de Dante, dans cette partie de l'œuvre du grand poète florentin, où il accumule toutes les images de désolation, il y a, citoyens, un ruisseau de sang qui coule dans un des cercles infernaux. Et, dans ce ruisseau de sang, dans ce torrent de sang, des ombres humaines sont plongées et noyées ; quelques-unes, péniblement, se haussent et leur bouche émerge au-dessus du flot sanglant. Mais, peu à peu, le flot de ce ruisseau

s'épuise et baisse, et il y a un gué où les ombres humaines n'ont plus du sang que jusqu'à la hauteur des chevilles, leur cœur émerge, leur front émerge, leurs pieds seulement sont couverts du flot sanglant ! Eh bien, à l'heure où nous sommes, les pieds de la race humaine, les parties inférieures et basses de la race humaine sont encore couvertes par le flot de sang, par le flot de meurtre, mais déjà le cœur de l'homme, le front de l'homme, sa conscience, sa pensée émergent au-dessus du flot sanglant, et bientôt nous passerons le gué du fleuve de sang, du fleuve de meurtre.

Dans les écrits jaurésiens, il n'est d'ailleurs pas uniquement question de l'œuvre la plus connue de Dante, la *Divine Comédie*, que Jaurès cite aussi dans une des conférences qu'il tient en Argentine, mais également des œuvres un peu moins célèbres, telle *Vie nouvelle*.

Le Français connaît les écrits du poète contemporain Gabriele D'Annunzio et change totalement d'opinion à son égard en quelques mois seulement. Si, en 1897, le poète était encore salué comme un « merveilleux créateur de formes voluptueuses », capable de provoquer des « sensations merveilleuses » chez le lecteur (même s'il considérait déjà le D'Annunzio philosophe avec perplexité), il n'en est plus de même en 1898. D'Annunzio devient sous la plume de Jaurès « artiste de réaction », « médiocre dilettante », « maître stérilisant et égoïste » – les mots de dédain qui lui sont adressés ne manquent pas.

Concernant les autres auteurs italiens que Jaurès serait susceptible d'avoir lus, on ne sait pas grand-chose. À l'époque où il était écolier, il avait lu *Mes prisons* de Silvio Pellico. Dans un article de *La Dépêche*, il conseille les *Lettres intimes* de Giuseppe Mazzini. Mais ce ne sont dans ses écrits que des apparitions impressionnistes de la culture italienne.

Une certaine idée de l'Italie : l'*Histoire socialiste*

Dans le chapitre de son *Histoire socialiste de la France contemporaine* que Jaurès consacre à la guerre franco-prussienne, de longs passages évoquent l'unité italienne, mise en parallèle avec l'unité allemande – les processus d'unification des deux pays sont presque simultanés : l'unité italienne se concrétise en 1861 et l'unité allemande, en 1871. Jaurès présente l'Italie comme ce pays glorieux qui, animé d'un esprit révolutionnaire, « entra dans la lutte » pour s'approprier certains territoires comme la Vénétie. Elle « ne se laissa pas tenter » de les « recevoir » comme une « aumône » à la suite d'accords diplomatiques qui l'auraient « émietée et disloquée », la mettant à la merci de l'empire autrichien et du Vatican. Dans l'analyse jaurésienne, l'Italie est mue par le refus de se soumettre aux autres puissances. Et, même si son unité est finalement le résultat de la politique du royaume du Piémont, Jaurès préfère cela au scénario de soumission et d'émiettement

du pays entre l'Autriche et le Vatican. Il reprend ces thèses dans un article publié en 1903 dans *La Petite République* : « L'essor de la nationalité italienne a été un essor de démocratie. C'est par le vivant et ardent appel au peuple et à la Révolution que la nation s'est constituée. » De la même manière, dans le futur, l'Italie n'acceptera pas, selon Jaurès, d'être entraînée dans les calculs diplomatiques de la monarchie de Savoie visant à chercher protection auprès de la puissance cléricale. Si tel était le cas, « il y aurait comme une révolte du principe vital de l'Italie moderne ».

« L'exemplarité socialiste » italienne

Comme nous l'avons dit au début de ce texte : les références de Jaurès à des questions impliquant l'Italie sont souvent prétextes à une réflexion sur la France. Quand son attention est tournée vers le socialisme italien, les mots du Français révèlent de la bienveillance. On constate cette attitude principalement autour de trois sujets : le ministérialisme, la visite d'Émile Loubet en Italie, et par conséquent la question de la séparation de l'Église et de l'État, et la guerre italo-turque.

En 1898, l'Italie est en pleine crise politique, à la suite de la répression des émeutes populaires de Milan par le général Bava-Beccaris. Jaurès se sert alors de la situation italienne pour appuyer ses positions dans *La Petite République* : « C'est du socialisme seul, c'est du Parti socialiste seul, si écrasé qu'il paraisse aujourd'hui, que viendra à l'Italie le salut. » Et cela parce que le PSI incite la classe ouvrière à ne pas se faire soumettre par les dirigeants et « s'offre aussi à coopérer à l'activité nationale », il appuie l'appel à la lutte sociale, le refus de la soumission qui est aussi un moyen pour les ouvriers de « coopérer à l'activité nationale », donnant ainsi « à tous les citoyens d'Italie le plus haut exemple d'énergie morale ». D'ailleurs, en 1904, lorsqu'une grève générale est organisée en Italie, Jaurès la lit comme « la manifestation collective d'indignation opposée par la classe ouvrière aux brutales et sanglantes interventions de la force armée dans les conflits du travail ». Le Français a également une opinion très favorable de cette manifestation du mouvement ouvrier italien : « Cette grève générale a abouti, et elle a démontré, par le fait, qu'une grève générale peut aboutir. »

En 1901, le PSI, qui est mené par le groupe des réformistes, décide de soutenir le gouvernement bourgeois Zanardelli-Giolitti, en approuvant au Parlement les bilans du ministère des Affaires étrangères et de l'Intérieur. Selon Filippo Turati, le socialisme doit s'allier à la bourgeoisie progressiste et à son Parlement afin de moderniser le pays, ce qui constitue une étape vers l'institution de l'ordre nouveau. Une fois encore, Jaurès ne manque pas l'occasion de montrer son appui total : « Il y a un parallélisme saisissant entre les événements d'Italie et ceux de France. [...] Aux gouvernements de réaction systématique ont succédé des gouvernements bourgeois, à coup sûr, mais qui, malgré bien des fautes, comprennent la nécessité de laisser se développer le

mouvement social. Et dans les deux pays, le Parti socialiste est obligé, par la force même des choses, de soutenir ces ministères libéraux, ici le ministère Waldeck-Rousseau, là le ministère Zanardelli. » Cela donne aussi au tribun français l'occasion de s'en prendre à ceux qui, en France, s'opposent à une démarche similaire : « Je signale ce détail à l'attention du citoyen Vaillant, qui paraît croire que le refus du budget est un acte nécessaire et automatique de loyauté révolutionnaire. » Jaurès conclut son article de la manière suivante : « Ainsi, le Parti socialiste, maître de lui-même, donne au prolétariat l'exemple du sang-froid, de l'esprit de suite, de la fermeté persévérante. Et s'ils leur viennent quelques insultes de France, que nos camarades italiens ne s'émeuvent pas. »

Cela ne veut pas dire que le réformisme italien coïncide avec la pensée réformiste de Jaurès. Les figures de Jaurès et Turati, en particulier, ont souvent été rapprochées, notamment en raison de leur socialisme réformiste relativement proche. En réalité, comme l'a souligné Alain Goussot, les deux hommes témoignent de différences idéologiques majeures :

Sur le plan culturel Turati est positiviste et évolutionniste alors que Jaurès combine idéalisme et matérialisme. Sur le plan politique le réformisme de Turati est un « réformisme faible », un réformisme gestionnaire et pragmatique alors que le réformisme de Jaurès est un « réformisme fort », « révolutionnaire » ou réformateur ; Turati pense pouvoir améliorer les conditions de vie des masses populaires sans modifier les mécanismes fondamentaux du système sociopolitique dominant, Jaurès tend à vouloir le changer, même si c'est de manière graduelle et démocratique il pense qu'il faut modifier l'ensemble des rapports sociaux pour éliminer les inégalités et l'exploitation de l'homme par l'homme.

De son côté, « Turati, qui admirera beaucoup Jaurès pour son action durant l'expérience Millerand et la politique du bloc des gauches, donne le plus souvent une interprétation opportuniste des comportements et des tournants politiques du socialiste français après la création de la SFIO ». L'avocat milanais se montre toutefois perplexe face à la politique jaurésienne déjà avant 1905, durant la participation même d'Alexandre Millerand au gouvernement Waldeck-Rousseau, car il ne partage pas le point de vue de Jaurès que nous pourrions qualifier de soutien raisonné et relatif, qui considère les choix de Millerand comme une décision personnelle.

Jaurès s'intéresse également de près à l'Italie en 1903-1904, au moment de l'échange de visites entre le roi d'Italie, Victor-Emmanuel III, et le président français Émile Loubet, qui poursuivent le rapprochement franco-italien entamé en 1898. Le monarque italien se rend en France en octobre 1903 et la visite est chaleureusement saluée par Jaurès. L'Italie est liée à l'Autriche et à l'Allemagne par la Triple Alliance. Un rapprochement avec la France, dans cette constellation,

permettrait aux Italiens d'« élargir sans le rompre le système diplomatique sur lequel leur pays repose depuis bien des années ». C'est selon Jaurès une garantie pour le maintien de la paix en Europe et le mérite en revient aux socialistes italiens et français : « Les socialistes italiens ont aidé à la chute de Crispi, qui animait l'Italie contre la France. Les socialistes français ont aidé à la défaite, certaine maintenant, des nationalistes qui animaient la France contre l'Italie. Les socialistes des deux pays peuvent donc, sans fanfaronnade, se rendre ce témoignage qu'ils ont contribué à ramener l'une vers l'autre deux grandes nations. » La France répond à la main tendue italienne par la visite à Rome du président de la république Émile Loubet. Cette visite est saluée par la diplomatie et les gouvernements des deux pays, par une grande part des opinions publiques dont les socialistes et les anticléricaux de diverses appartenances. Elle est en revanche accueillie par le pape Pie X avec une franche hostilité, car en France le débat sur la loi de séparation entre l'Église et l'État est alors au centre des discussions et en Italie cette visite cautionne la conquête en 1870 de Rome par le nouvel État. De plus, Loubet réserve sa première rencontre au roi italien, et non au Vatican. La condamnation du pape par Jaurès est totale : « Rome travaille délibérément à la rupture » ; « Le ton provocant et presque grossier dont il a usé à propos du voyage de M. Loubet indiquait déjà suffisamment qu'il désire la guerre. »

L'année où Jaurès publie en France *L'Armée nouvelle*, en 1911, l'Italie entre en guerre contre l'Empire ottoman. Ce conflit voit l'Italie et l'Empire ottoman s'affronter pour la possession des provinces ottomanes de la Tripolitaine, de la Cyrénaïque et du Fezzan. Il dure un peu plus d'un an, du 29 septembre 1911 au 18 octobre 1912. Jaurès, qui considère cette guerre comme une pièce dans le grand puzzle colonial, a prévu son déclenchement dès 1908 : « Mais qui ne voit que les difficultés entre l'Italie et la Turquie multiplient pour le gouvernement italien les occasions et les tentations de mettre un pied en Tripolitaine ? » Selon lui, la guerre en Tripolitaine est une suite de la politique coloniale française et ses conséquences seront également néfastes pour le rapprochement franco-italien qui vient juste de s'accomplir : « En persistant dans notre entreprise sur le Maroc nous allons soulever une redoutable question, la question de la Tripolitaine : et cette question nous brouillera ou avec la Turquie libre ou avec l'Italie dont nous avons à peine retrouvé l'amitié longtemps perdue. Quand M. Delcassé élaborait son plan sur le Maroc, il négocia avec l'Italie, et en échange de la liberté de l'action française au Maroc, il donna à l'Italie liberté d'action en Tripolitaine. »

Jaurès réagit de deux manières à ce qui se passe en Italie. D'un côté, il place le PSI en dehors des jeux d'équilibre. Dans le discours qu'il prononce lors de la manifestation « contre la guerre italo-turque » voulue par le Bureau socialiste international (BSI) et organisée au manège Saint-Paul à Paris par la SFIO et la fédération de la Seine, Jaurès loue l'action accomplie par la SFIO au moment de la dernière crise marocaine (1911) : « Le Parti socialiste peut revendiquer avec fierté avoir

dénoncé depuis des années les périls de la politique marocaine. » Et il soutient « la nécessité d'une politique de loyauté conciliante avec l'Allemagne » afin d'éviter de nouvelles dissensions. Il conclut son intervention par ces mots : « C'est une joie et un réconfort pour nous d'avoir vu qu'à l'appel du Bureau socialiste international, de nos organisations et de *L'Humanité*, le peuple de Paris a répondu et a dit avec nous son horreur de la guerre, sa réprobation des atrocités de la guerre italo-turque. »

D'un autre côté, dans une série d'articles qu'il publie dans *L'Humanité* à la fin de janvier 1912, il impute la responsabilité de ce qui se passe entre l'Italie et la Turquie au gouvernement français. Il s'en prend à la nervosité italienne, mais aussi à la politique coloniale française, comme il l'avait déjà fait en 1908 : « Seulement, que la France ne l'oublie pas : c'est notre diplomatie qui a conduit l'Italie en Tripolitaine. C'est M. Delcassé qui lui a dit : Prends Tripoli et laisse-moi prendre le Maroc ! » Il le répète deux jours plus tard, toujours dans les colonnes de *L'Humanité* : « Mais qui donc a poussé l'Italie en Tripolitaine ? Qui donc lui a montré à Tripoli une proie équivalente à la proie marocaine ? C'est M. Delcassé qui lui a dit : prends pour que je prenne ! Nous avons déchaîné le brigandage universel pour y abriter le nôtre. Ce n'est pas toujours un abri bien sûr. » Dans l'un et dans l'autre cas, Jaurès ne laisse pas beaucoup de place aux initiatives des camarades du PSI, il est vrai confronté à de nombreuses divisions internes sur lesquelles il ne doit pas souhaiter s'exprimer publiquement – et il semble utiliser les faits italiens comme prétexte pour parler avant tout de la France.

Jaurès en Italie

La plupart des grands textes jaurésiens seront publiés en Italie par des maisons d'édition liées au PSI, « malgré des absences notables révélatrices des différences de formation culturelle qui existaient entre les socialistes italiens (la plupart d'entre eux) et Jaurès ». Quelques ouvrages parus en langue italienne sont reçus avec froideur au-delà des Alpes, ce qui révèle « la profondeur des divergences au niveau historiographique, culturel et politique qui conditionnent les rapports de nombreux socialistes italiens avec la grille d'interprétation jaurésienne ». Parmi les ouvrages qui n'ont pas été traduits en italien, il en est un d'une importance notable : *L'Armée nouvelle*. Il s'agit de la longue introduction à une proposition de loi sur l'organisation de l'armée, déposée le 14 novembre 1910 à la Chambre mais jamais discutée. Jaurès tente d'y répondre à une question qui lui tient à cœur : comment garantir la paix en France et « dans le monde incertain dont elle est enveloppée ». Pour y parvenir, l'armée, selon Jaurès, ne doit pas seulement avoir le rôle de maintenir l'ordre, mais d'« assurer aussi la paix, vaillamment, par la constitution d'un appareil défensif si formidable que toute pensée d'agression soit découragée chez les plus insolents et les plus rapaces ». Évidemment, il ne s'agit pas d'une armée de professionnels (même s'il admet que l'on ne peut se passer des officiers) ; Jaurès propose l'idée de la « nation armée » qu'il imagine de la manière

suivante : « Dans l'armée que nous instituons, la différence de la réserve et de l'active disparaît. Il n'y a plus aucune séparation entre les soldats. Tous, de vingt ans à trente-cinq ans, ils forment la grande armée active, le bloc indivisible de la défense nationale. » Il accorde en outre toute sa confiance au tribunal international de La Haye concernant sa capacité à résoudre les contentieux entre États.

L'ouvrage de Jaurès rencontre un écho assez limité en Italie, à tel point qu'Andrea Geuna a pu parler de « réception manquée ». Jamais traduite, sa première et unique recension italienne n'est publiée qu'en 1913 dans la *Critica sociale*. Son auteur, Silvano Fasulo, voit dans le système proposé par Jaurès une « douce utopie ». Son compte rendu est modéré, ni trop critique, ni trop élogieux. Fasulo se déclare en accord avec les points fondamentaux exposés par Jaurès : le prolétariat a le devoir de coopérer à la défense de la patrie, à condition naturellement qu'il s'agisse de nécessité de défense et non d'attaque ou de répression interne. Il conclut son article par certaines critiques : dans le monde moderne, l'internationalisation du capital empêche le déclenchement d'une guerre entre États européens. Des arguments comme la défense nationale ou le patriotisme ne sont donc que des alibis pour entretenir la domination de classe et les intérêts internationaux. Ce dernier point de vue sur *L'Armée nouvelle*, tout sauf positif, rejoint celui de Filippo Turati. Soulignons cependant que nous n'avons pas trace de l'avis de Turati sur l'ouvrage de Jaurès avant 1913, et que c'est dans sa correspondance avec Anna Kuliscioff, sa compagne, qu'il formule ses critiques (dans une seule lettre). Il ne s'adresse donc pas à un lectorat public. C'est un épisode bien précis qui donne à Turati l'occasion d'exprimer son opinion. En mai 1913, Anna Kuliscioff demande à son compagnon de traduire un article de Jaurès paru dans *L'Humanité* puis traduit dans le *Vorwärts*, en Allemagne, où « il occup[e] une place d'honneur ». Anna Kuliscioff, qui admire bien plus que son compagnon la personnalité et la pensée de Jaurès, est séduite par la référence de ce dernier au dernier 1^{er} Mai dans son article et à « l'attitude du prolétariat international, pas seulement face au militarisme, mais à toute la politique intérieure des nations singulières », ainsi que par la plume de Jaurès : « Comme tout ce qui vient de Jaurès [l'article] est écrit avec chaleur, clarté et grande simplicité. » Dans un premier temps, Turati ne réagit pas mais, devant l'insistance de sa compagne, il finit par céder. Quelques jours plus tard, cependant, il change à nouveau d'avis, justifiant ce retournement par le fait qu'il n'aime pas le texte : « L'article ne m'a pas semblé d'un grand intérêt ; de plus, la nécessité de sa fameuse nation armée y est affirmée. » Celle-ci, poursuit-il, se justifie peut-être en France « à cause du chauvinisme français et de la tension menaçante avec l'Allemagne », mais il n'en voit pas l'utilité en Italie. Voilà pourquoi le sujet occupe aussi peu de place dans la revue (« *nella nostra piattaforma* »). Turati craint surtout qu'une armée démocratique et nationale ne soit mieux accueillie (« *più simpatico* », plus sympathique) par l'ensemble des forces politiques : il serait alors « encore plus difficile de lui refuser [des] financements ». Il se demande enfin si, dans le monde contemporain, « une armée démocratisée » (« *un esercito*

democraticizzato ») serait compatible avec les lois propres à la division du travail et aux nouvelles exigences techniques. L'échange se termine ainsi, Anna Kuliscioff ne rebondit pas sur la question et, en Italie, *L'Armée nouvelle* n'aura guère plus d'impact.

Critiques et éloges : cette double attitude de Silvano Fasulo ou du couple Turati/Kuliscioff reflète celle du socialisme italien à l'égard de l'œuvre et de la personnalité de Jaurès. Alain Goussot a distingué dans la perception des socialistes italiens un « bon Jaurès » et un « mauvais Jaurès ». Le bon Jaurès est celui des réformes, des grands discours parlementaires ; celui qui apparaît dans « l'admiration que le mouvement ouvrier italien éprouve à son égard » ; il est « la personnification du socialisme latin et d'une politique socialiste ouverte aux alliances », en quelque sorte un mythe. Le mauvais Jaurès, qui heurte les socialistes italiens, est celui de *L'Armée nouvelle* et de l'attitude face à Millerand après 1905 qui, comme on l'a vu, a fait l'objet de nombreuses critiques en Italie.

Conclusion

Après sa mort, qui coïncide avec le début de la guerre pour la France, mais pas pour l'Italie, laquelle reste neutre jusqu'en mai 1915, la figure de Jaurès est exploitée en Italie tant par ceux qui prônent l'entrée du pays dans la guerre (ils mettent l'accent sur le patriotisme jaurésien) que par ceux qui plaident pour la neutralité italienne et désignent Jaurès comme un « martyr de l'antimilitarisme », tandis qu'un pamphlet intitulé *Contro il nazionalismo e contro il militarismo* (« Contre le nationalisme et le militarisme »), un collage de passages tirés de différents écrits de Jaurès, contenant tous les points principaux de ses idées antimilitaristes et pacifiques, voit très vite le jour en italien.

Après son assassinat, le Français sera célébré à l'unanimité dans la péninsule italienne et les divergences entre socialismes italiens et pensée jaurésienne seront mises de côté. Les adjectifs pompeux se succèdent dans les pages des journaux, *l'Avanti!* et la *Critica sociale* (qui lui dédie deux nécrologies) en premier lieu. Jaurès est évoqué comme le « fils titanesque [du] Parti socialiste international ». Une commémoration en son honneur est organisée à Rome et dans des villes plus petites – à Parme, par exemple, le conseil de la mairie se recueille autour d'un discours commémoratif et envoie un télégramme au président de la République française. Des messages d'hommages à Jaurès sont envoyés à *l'Avanti!* par de nombreuses sections locales du PSI, mais également par les démocrates-chrétiens d'Italie, qui expriment dans les colonnes du quotidien socialiste leur « sentiment d'horreur et d'indignation » face à l'assassinat de l'homme politique français.

La postérité de ce dernier sera ensuite assurée par les références à Jaurès que fera Antonio Gramsci, et la *Critica sociale* commémorera à nouveau sa mort en 1954 et en 1974. Ensuite, malgré

quelques études et publications *éparses*, la mémoire de l'homme politique français semble s'estomper en Italie. La raison pour laquelle le Parti socialiste italien prend encore Jaurès comme une figure de référence en 1974 est probablement à rechercher dans sa volonté de garder une identité et des figures de référence propres, qui se démarquent de celles du Parti communiste italien (PCI) et des groupes d'extrême gauche – on est en plein dans les années de plomb et les groupes armés tels les Brigades rouges sont déjà actifs. La figure de Jaurès pacifiste et homme d'État pondéré joue à notre avis parfaitement ce rôle – avec d'ailleurs la référence culturelle implicite à la France. Il disparaît de la sphère publique italienne à partir de la décennie suivante (on ne retrouve aucune commémoration en 1984), probablement à cause du changement complet de paradigme de la gauche et, plus généralement, de la politique italienne, après les années de plomb, l'assassinat d'Aldo Moro en 1978, la politique du Pentapartito (1981-1991), les débuts du berlusconisme et la perte de puissance et de repères du PCI. Jaurès disparaîtra petit à petit de la mémoire publique et politique italienne. Sa figure réapparaît ponctuellement dans les médias italiens lors des célébrations du centenaire de sa mort.